

ISSN 1240-0009
CCPAP 0921 S89086

Liberté, j'écris ton nom



2 EUROS /// N°165
SEP-OCT 2019

CNT AIT | RESISTANCE POPULAIRE AUTONOME

Diffusez Anarchosyndicalisme! Pour recevoir des numéros de diffusion, prenez contact avec nous.
Pour tout probléme d'abonnement:
abonnement@cntaittoulouse.lautre.net

Anarchosyndicalisme! est le journal de la CNT-AIT de Toulouse. Ce journal est rédigé, mis en page,
assemblés par des militants Anarchosyndicalistes, salariés ou chômeurs. Il ne reçoit aucune subvention.

Notre contact:
Anarchosyndicalisme!
7, rue St Remesy, 31000 Toulouse
tel: 05.61.52.86.48
permanance tout les samedis de 17H à 19H

facebook: @cnt-ait toulouse:http://www.facebook.com/cnt-ait-toulouse-officiel-
twitter: @cntaittoulouse:
http://twitter.com/cntaittoulouse

page officielle des jeunes libertaires Toulouse et contact:
http://jeuneslibertaires.noblogs.org/?p=238
http://www.facebook.com/jeuneslibertairestoulouse/

Page et profil et adresse mail de Solidarité Internationale Antifasciste
solidariteinternationaleantifasciste.wordpress.com
SIA-toulouse@riseup.net
http://www.facebook.com/solidariteinternationaleantifasciste.toulouse.1
http://www.facebook.com/Solidarité-Internationale-Antifasciste Toulouse

La solidarité à l'heure de l'Intelligence Artificielle

Un mouvement des livreurs de repas à domicile, une ouverture d'un magasin sans caissières le dimanche à Angers, voilà deux faits bien de notre époque ayant ponctué l'actualité sociale de cet été. Les premiers n'ont pas de patron, ils obéissent à un algorithme dont le propriétaire reçoit une commission chaque fois qu'il est utilisé. Dans le deuxième cas, c'est aussi un logiciel qui gère le fonctionnement des caisses et ce sont également les actionnaires du supermarché qui reçoivent les bénéfices de cette exploitation. Au départ, il y a donc le consommateur, c'est lui qui choisit de faire appel à un esclave moderne et c'est lui qui choisit de faire ses course un dimanche après-midi. A l'autre bout, ce sont les capitalistes qui gagnent. Entre les deux extrémités de cette chaîne se dilue l'humanité dans un marécage où le travailleur est une option et d'où émerge ce qu'il est convenu d'appeler l'Intelligence Artificielle.
Pour les patrons et l'État, il y a quelque chose de prodigieux chez les robots : ils ne font pas grève et ne manifestent pas dans la rue ! Du prodige au divin il n'y a qu'un pas et Antony Levandowski l'a franchi. Cet ancien ingénieur de Google, aux 20 millions de dollars de rente annuelle, travaille actuellement au développement des voitures autonomes. En septembre 2017, le magazine Wired a rapporté que ce monsieur avait créé une organisation religieuse appelée « Voie de l'avenir» pour « développer et promouvoir la réalisation d'une Divinité basée sur l'Intelligence Artificielle ». On peut aussi lire qu'en tant qu'ancien membre de l'Église catholique, son but est de « créer un Dieu artificiel avec une morale chrétienne ». Le gouvernement fédéral américain a déjà reconnu ce culte puisqu' il bénéficie du statut d'exemption fiscale à la religion, ce qui signifie que les fortunes de la Silicon Valley peuvent venir abreuver cette nouvelle mythologie .
Au temps de la révolution industrielle le machinisme avait pour but d'accroître considérablement la productivité mais aucun maître des forges n'avait ressenti le besoin d'ériger un culte autour de la machine à vapeur. Il semblerait que les maîtres de l'IA aient donc un projet plus ambitieux : celui de légitimer la soumission des travailleurs derrière cette expression d'IA suggérant une intelligence qui leur serait supérieure. Comme s'ils voulaient faire oublier que ce qui nous différencie des ordinateurs, c'est une conscience qu'ils ne possèdent pas et qui nous permet d'interagir avec nos semblables à une échelle unique dans le monde vivant. [Il en découle cette capacité des hommes à construire des imaginaires collectifs à la base de toutes les civilisations et, peut être encore plus important pour nous libertaires, celle de critiquer ces imaginaires, de les

ANARCHOSYNDICALISME !
CNT/AIT , 7 rue St Rémésy, 31000 Toulouse
contact@cntaittoulouse.lautre.net

ABONNEMENTS
Tarif normal : 10€
Abonnement de soutien : 20€
Chèques à l'ordre de :
CDES - CCP 3087 21 H Toulouse
A l'adresse : CDES, 7 rues St Rémésy 31000 Toulouse
Pour tout problème d'abonnement :
contact@cntaittoulouse.lautre.net

POUR SAVOIR SI VOUS ETES A JOUR DE VOTRE ABONNEMENT :
Le numéro qui figure en bas de la bande -adresse est le dernier numéro compris dans votre abonnement. s'il est inférieur au numéro de publication qui figure sur la couverture, vous êtes en retard. N'hésitez pas à nous signaler toute erreur.

ANARCHOSYNDICALISME ! publication bi-mestrielle de la CNT-AIT Grand Sud 7 rue St Rémésy 31000 Toulouse - imprimé le 16 SEP 2019 sur les presses d'Axion-Repro 9 rue Bessières, Montauban- directeur de la publication : Entremond Nicole

désordonner et par conséquent de s'opposer avec force à ce monde d'hyper-contrôle de plus en plus froid, systématisé, normalisé et procédural qu'une idéologie anti- humaniste voudrait nous imposer.
La solidarité est une arme disons-nous, il faut maintenant s'aviser qu' elle est précisément le fruit de cette conscience humaine permettant des interactions subjectives entre les individus. Toutes ces choses dont l'IA est incapable ce qui la rend si adorable aux yeux du capitalisme. Les gilets jaunes ont commencé par réfuter concrètement le programme de la réaction anti- humaniste et c'est tout naturellement qu'ils ont recréé des solidarités réelles, dépassant ainsi le mythe du technologisme hégémonique. Ils ne se trompent pas. Ces solidarités seront à la base de toutes les batailles qui vont se livrer non seulement pour la justice sociale mais aussi pour la dignité humaine à l'échelle non seulement de l'entreprise mais de la civilisation .

Leur démocratie en danger ?

Démocratie, un mot sur lequel les élites politiques déblatèrent à longueur de journée. Pour ces élites, la démocratie qui est étymologiquement le pouvoir du peuple se résume au fait de désigner par le biais des élections celui qui siégera au parlement, à l'Élysée, au Kremlin ou à la Maison Blanche. Par la simple vertu de ce vote, ce simple être humain institué « élu du peuple » se trouvera doté d'un pouvoir immense. Pouvoir choisir son maître, c'est à cela que se résume le pouvoir du peuple en démocratie représentative.
Pour défendre ce système, ces mêmes élites recourent à la calomnie : n'avez vous jamais entendu dire que celui qui ne votait pas était responsable des dictatures passées, présentes et à venir ?
Choisir nos maîtres, pour qu'ils puissent à leur guise nous imposer leur manière de voir, leur conception du monde, c'est cela que nous appelons liberté.



Eux sont élus, jouissent de privilèges et nous nous subissons. Tant que la confiance règne, tant que le peuple qui les nomme ne remet pas en question leur conception de la démocratie, tout va pour le mieux pour eux et leur amis et tout va pour le pire pour tous les autres.
Mais partout dans le monde, leur démocratie est remise en question et depuis la marée révolutionnaire de 2011, cette vague de contestation ne cesse de monter. Aujourd'hui nous sommes de plus en plus nombreux à ne plus faire confiance aux élites.
En Tunisie et en Égypte, le printemps arabe s'est fait laminer par les gouvernements de transition. En Syrie, la contestation a été réprimée dans le sang : groupes islamistes, armée syrienne attachée au régime, armée russe, Hezbolah, armée iranienne, tous ont volé au peuple syrien sa révolution, son aspiration à une démocratie réelle. Résultat : des centaines de milliers de morts et d'infirmes, des millions d'exilés, un pays ravagé sur lequel règne d'une main de fer un autocrate meurtrier et pire encore au lieu d'un foyer démocratique nouveau nous avons vu apparaître un groupe religieux, fanatique et sectaire, ennemi de la révolution.
Le 15 mai 2011 émerge un mouvement que les média appelleront « les indignés ». Par million en Espagne des êtres humains sortent dans les rues et exigent sans délai une démocratie réelle.
Ce mouvement a perdu depuis en amplitude. Un parti, « Podemos », créé dans la foulée a essayé de profiter électoralement de cet enthousiasme populaire, mais les gens n'ont pas été dupes. Dans le royaume d'Espagne, une poignée de gens dicte encore leur loi à la majorité.

POUR NOUS RENCONTRER :

Passer discuter autour d'un café, **le samedi de 17 à 19h.** au 7 rue St Rémésy, 3100 Toulouse.

Ou passer aux **tables de presse** sur les marchés : Samedi matin à Montauban, Dimanche matin à Toulouse (Jules Guesdes 10h30 et St Aubin 12h30).

Sur **Internet** : contact@cntaittoulouse.lautre.net ou le site http://www.cntaittoulouse.lautre.net
Facebook : cnt-ait Toulouse,

Peu après, aux États-Unis le mouvement populaire « Occupy Wall-Street » a dénoncé la captation de la majorité des richesses par une minuscule minorité (1% de la population mondiale) au détriment des 99 % restant. Depuis, les écarts entre riches et pauvres ont pourtant continué à s'accroître.

A Hongkong, d'énormes foules défient le gouvernement « communiste » chinois dans la rue pour défendre leurs droits. Leur aspiration à plus de démocratie les amène à braver une des dictatures les plus féroces qui soit. L'ombre de Tian-an-men plane sur leurs manifestations.

Aujourd'hui, en France les gilets jaunes remettent en cause un système qui ne leur permet pas de vivre dignement. Beaucoup demandent la destitution du président. Ils pensent que changer les têtes au sommet de l'état suffirait à changer les choses, qu'un nouveau président, de nouveaux ministres suffiraient à rendre le monde plus juste, moins inégalitaire, moins mortifère . Pourtant les exemples ne manquent pas : depuis que la démocratie représentative existe, si le vote pouvait changer les choses, ça se saurait. Le vrai pouvoir appartient autant aux puissances financières qui sont mondialisées qu'aux pseudo-représentants du peuple qui ne sont en fait que des marionnettes. Et quand bien même ces marionnettes parviendraient, (cas extraordinaire car le pouvoir rend fou et tout élu se prend pour un génie, un nouveau Napoléon) à couper les fils qui les lient à leurs maîtres, ces derniers sauraient par la force les ramener dans le droit chemin. Et ce n'est pas l'instauration d'un R.I.C., cette possibilité pour le peuple de s'exprimer sur tout et n'importe quoi (comme s'il était possible en économie libérale et dans un pays de 67 millions d'habitants d'organiser des élections honnêtes à tout moment), qui changerait les rapports de force. Ceux qui contrôlent la finance possèdent les médias, les moyens d'information, et donc font l'opinion publique. Le manque d'enthousiasme populaire suscité par le référendum contre la privatisation des aéroports de Paris en est la démonstration.

Pour les anarchosyndicalistes, il n'existe pas de boules de cristal, pas de prophètes, les événements se produisent et s'enchaînent de par le monde, le futur n'est pas écrit, ce sont les hommes qui le feront. Leur aspiration à la démocratie, leur soif de liberté, d'égalité, de justice sera-t-elle suffisante pour leur donner la volonté et la force de renverser l'ordre du monde, pour en finir avec l'horreur capitaliste ? Nul ne le sait.

Mais ce dont nous sommes sûrs, c'est qu'il y a urgence. Non seulement ce système est injuste, inégalitaire, mais en plus il constitue un piège mortel pour l'ensemble de l'humanité. Sous prétexte d'assouvir leur soif de pouvoir et de richesses, les classes dominantes et les états à leur service, abusant de leur toute puissance, ravagent la planète et mettent en péril l'avenir des générations futures.

Pour en finir avec cette déraison, il faut sortir du système capitaliste et construire une économie qui aura pour objet non plus la recherche du profit et l'accumulation de richesses mais la mise en place des conditions matérielles permettant l'épanouissement de tous les individus. Ce n'est que parce qu'une égalité véritable aura été instaurée entre tous les êtres humains que l'on pourra mettre en place pour gérer la société un système de démocratie directe.

Cet objectif peut sembler difficile, utopique ; c'est pourtant le seul qui permettra à l'humanité de se débarrasser de ces démons. Convaincre un maximum de personnes (une révolution sociale n'est possible que parce qu' une majorité de la population est convaincue de sa nécessité) qu'il est possible de révolutionner ce système, que c'est non seulement souhaitable mais même indispensable, c'est la tâche que nous, anarchosyndicalistes, nous nous sommes fixés.

Le monde va mal !

Le monde va mal ! Il n'y a pas de jour sans qu'un média fasse un gros titre sur ce thème.

Un jour, c'est le réchauffement climatique, le lendemain l'effondrement de la biodiversité, un autre jour la « plastification » des océans, la surpopulation de la planète, l'effondrement des populations d'insectes ou les incendies géants qui ravagent l'Amazonie et l'Arctique...

Le filon de la catastrophe est vendeur alors pour varier, les médias nous parlent aussi de géopolitique : des dirigeants vaniteux et imbus de pouvoir qui se comportent comme des gamins, des guerres encore et toujours qui font le bonheur de tous les vendeurs d'armement de la planète, des réfugiés fuyant la misère dans leur pays qui se noient par milliers dans une mer sillonnée par les yachts gigantesques de milliardaires rapaces. Les raisons de déprimer, de s'angoisser ou de se révolter ne manquent pas pour n'importe quelle personne dotée de sens éthique !

Jamais sur notre planète autant de richesse n'a côtoyé autant de misère, jamais sans doute l'avenir de l'humanité n'a paru aussi sombre. L'effondrement de l'humanité est devenu un thème à la mode et des spécialistes du sujet (« collapsologues » :c'est le mot à la mode) sont les vedettes des plateaux télés. Les revues, les livres, les reportages parlant d'effondrement se vendent comme des petits pains. Et pourtant tous les jours, les gens se lèvent, vont à leur travail, et le soir allument la télé pour s'abreuver de sport, de séries ou écouter les exhortations de leurs dirigeants à se serrer un peu plus la ceinture, à faire des efforts.

Le monde va mal mais pourtant tout continue comme avant,

comme si de rien n'était. Le monde se réchauffe, les calottes glaciaires et les glaciers fondent, les océans montent mais dès que les chiffres des ventes de voiture ou d'avions faiblissent, dès que la courbe du commerce mondial baisse un peu, on entend les cris d'effroi des industriels, des actionnaires, des boursiers.

Les populations d'insectes s'effondrent, la disparition des pollinisateurs constitue une catastrophe majeure , tous les scientifiques en sont d'accord, il suffirait d'interdire certains insecticides mais les lobbys veillent , trop d'argent en cause et les gouvernements refusent.

La surpopulation menace, chacun se demande comment demain nourrir 9 milliards d'êtres humains mais au moindre signe de baisse des taux de natalité les gouvernements s'alarment : qui fera tourner l'économie ? qui va payer les retraites ?

Les scientifiques déplorent la disparition des zones humides, l'artificialisation des sols et pourtant les entrepôts géants, les zones commerciales, les autoroutes, les lignes TGV se multiplient pour le plus grand bonheur des bétonneurs, des marchands, des concessionnaires…



On pourrait multiplier les exemples, à chaque fois, un mur d'argent s'oppose aux préconisations de la raison et l'on repousse à plus tard les mesures environnementales nécessaires. Les générations futures se débrouilleront. Il y a un monde entre les discours et les actes car une véritable politique respectueuse de l'environnement, au service des populations nécessiterait un bouleversement total des règles économiques. La recherche du profit maximum est la règle d'or qui détermine les choix de n'importe quel entrepreneur sur cette planète. Un industriel ou un commerçant choisit de produire un bien parce qu'il pense pouvoir le vendre et en tirer un profit financier, et parce que l'entrepreneur a des concurrents, il va tout faire pour rendre son produit le plus désirable et le moins cher possible. Il y va de la survie de son entreprise et du niveau de ses profits.

Et parce que les états sont eux aussi en situation de concurrence entre eux, la ligne de conduite de tous les gouvernements est simple : surtout ne rien faire qui pourrait avoir une incidence négative sur la croissance économique, ou qui pourrait amputer les profits des entreprises nationales. Chaque état ne voit que son intérêt et c'est pour lui la meilleure façon d'acheter la paix sociale (croissance égal emploi, rentrées fiscales, etc...) et de tenir son rang parmi les nations. C'est pour ça que par exemple, l'Europe autorise la vente de produits phytosanitaires notoirement dangereux pour la faune et les populations et c'est également pour ça que le gouvernement français a pendant des décennies autorisé la vente d'amiante alors que le caractère dangereux (résultat : des milliers de malades et de morts) de ce minéral était prouvé. On pourrait multiplier les exemples.

Aujourd'hui, l'écologie intéresse les capitalistes uniquement parce qu'elle constitue un formidable relais de croissance pour les industries et de fabuleuses perspectives de profits. Remplacer les énergies fossiles par des énergies renouvelables ? Tant pis si on ne fait que déplacer la pollution et si le rapport entre la quantité d'énergie nécessaire pour fabriquer les outils produisant l'énergie (éoliennes, capteurs solaires ...) et les résultats (quantité totale d'énergie produite) est faible ce qui est très dommageable à moyen terme.

Imposer la motorisation électrique des véhicules ? Gigantesque. Tant pis si ce projet nécessite la construction de nombreuses centrales nucléaires pour recharger les batteries avec tout ce que cela implique, si la production et le recyclage des batteries est source de pollutions monstrueuses …

Les industriels et les gouvernements nous vantent les vertus écologiques d'énergies ou d'industries qui à l'examen se révèlent aussi nocives pour l'environnement et les populations que les anciennes, mais pour sauver l'ordre social existant, pour calmer l'angoisse des populations, tous les coups sont permis pour faire croire que la situation est sous contrôle.

Par exemple, si les insectes pollinisateurs disparaissent, on les remplacera par des armées de drones robots ou pour limiter le réchauffement climatique on va mettre en orbite de gigantesques parasols. Pour faire en sorte que rien ne change, pour laisser croire qu'ils dominent la situation, qu'ils possèdent les solutions, les maîtres du monde, états et capitalistes se déguisent en nouveaux docteurs Faust.

Rien de nouveau, à toutes les époques, les états et les religions ont suscité alternativement la peur et l'espoir pour obtenir la soumission des populations, pour qu'elles acceptent l'ordre établi. Dans des temps pas si anciens, l'état, la religion, les propriétaires disaient que la prière, le paiement de l'impôt, l'obéissance à la loi étaient la meilleure façon de se protéger des fléaux : épidémies, famines, guerres. Aujourd'hui, l'état et les capitalistes nous demandent de leur faire confiance pour gérer les catastrophes environnementales à venir, ils ont -prétendent-ils- la solution mais de la même manière que les rois, les religions, les propriétaires étaient par leurs actes cause des guerres, des famines, de la misère, les états modernes avec les capitalistes sont la cause des désordres du monde.

C'est folie que de leur faire confiance. Ne faisons confiance qu'à nos

propres forces, bâtissons un monde nouveau enfin débarrassé de la dictature de la marchandise.

Etat et histoire

Qu'ils soient de gauche ou de droite, républicains ou royalistes, libéraux ou marxistes, partisans de la dictature ou de la démocratie, les politiciens partagent tous la même passion : un amour immodéré pour l'état ; tous vantent ses vertus et le considèrent comme le garant de la paix civile, de l'ordre et de la prospérité des sociétés modernes ; en bref l'état est aujourd'hui absolument nécessaire et à l'époque actuelle, une société sans état est utopique.

Les anarchistes sont pratiquement les seuls qui considèrent l'état comme un ennemi mortel de la liberté, le garant de la division de la société en classes antagonistes, le protecteur d'un ordre social qui fait de l'inégalité et de l'injustice sa loi et en conséquence prônent sa disparition. Ce point de vue iconoclaste ne suscite le plus souvent qu'incompréhension et moqueries de la part des citoyens ordinaires.

Depuis que l'état existe, c'est à dire plus de cinq mille ans, les propagandes étatistes et religieuses se sont ingéniées à répandre l'image d'un état protecteur des faibles, défenseur des libertés et des droits des plus pauvres. Rien d'étonnant donc si dans les milieux populaires, des remarques aussi naïves et simplistes que « si l'état n'existe plus, nous allons nous entre-tuer » ou « si l'état n'existe plus, qui va me protéger ? » ou « sans état, qui va payer ma retraite ? » sont monnaie courante. L'immense majorité des populations pense aujourd'hui qu'une société apaisée est impossible sans état, que hors l'état, il n'y a que chaos , violence et barbarie.

Pour les historiens classiques, l'apparition de l'état est un moment clef dans l'histoire de l'humanité ; la naissance des premiers états au moyen-orient marque le début de la civilisation. L'histoire de l'humanité telle qu'ils nous la racontent est celle d'une longue marche en avant, une progression ininterrompue allant toujours dans le même sens , avec parfois des transformations radicales, des inventions révolutionnaires qui ont modifié radicalement les modes de vie des populations. À les croire, au début de l'humanité (paléolithique) des tribus misérables survivaient difficilement de chasse et de cueillette puis au néolithique les inventions de la sédentarité, de l'agriculture, des cités sont quelques uns de ces moments clefs, de ces franchissements de seuils précédant l'apparition de l'état qui ont permis à l'humanité d'échapper à sa misérable condition. Et depuis cette course au progrès continue. Dans la conception marxiste de l'histoire, cette marche en avant de l'humanité, vers un avenir de plus en plus radieux, conséquence de forces qui lui échappent ne peut pas être arrêtée, aucun retour en arrière n'est possible.

... il y a encore un millénaire la majeure partie de la population s'organisait en dehors de structures étatiques ! La transformation de sociétés de chasseurs cueilleurs dans l'immense majorité des cas nomades en sociétés sédentaires étatisés ne s'est pas fait sans difficultés...

Or, nombre de travaux d'archéologues ou d'anthropologues contestent cette vision quasi messianique de l'histoire. Ainsi, en 1972 l'anthropologue américain Marshall Sahlins révolutionnait complètement la vision dominante de l'économie dans les peuplades primitives. Dans son livre Âge de pierre, âge d'abondance, il montre preuves à l'appui que les sociétés de ces peuples sans état sont des sociétés d'abondance, que leur économie n'est pas une économie de misère qui parviendrait au mieux à assurer difficilement la survie des populations. Non seulement les besoins de ces populations sont largement couverts par leur activité économique mais le temps qu'elles y consacrent n'est que de 3 à 4 h par jour. Le reste du temps, soit plus de vingt heures par jour, est consacré au repos, aux loisirs, à la discussion etc, en bref à des activités non économiques. Et c'est consciemment que ces primitifs refusent de travailler plus, refusant de sacrifier la liberté de jouir à leur guise de leurs journées à l'accumulation de biens matériels, cela au grand désespoir des colonisateurs.

Dans la même période, Pierre Clastres étudiait les sociétés primitives d'Amérique du Sud et montrait que ces sociétés fonctionnaient sans état, sans chef, sans hiérarchie, que le prestige attaché à certaines fonctions, chef de guerre, guérisseur, chaman etc ne se traduisait pas par une domination sur les autres membres de la société parce que ces sociétés avaient mis en place des systèmes de défense efficaces pour éviter les prises de pouvoir. Pendant des dizaines de milliers d'années, (depuis l'apparition de l'homme moderne il y a 200 000 ans jusqu'à aujourd'hui puisque dans quelques endroits certaines tribus primitives subsistent encore) ces populations ont maintenu des formes d'organisation sociales égalitaires et non hiérarchisées associées à un mode de vie respectueux de l'environnement (démographie maîtrisée,

respect des milieux etc). Extraordinaire durée des sociétés sans état qu'il faut comparer nous dit James C. Scott dans son livre Homo Domesticus avec les cinq ou six millénaires d'histoire des états et encore les quelques premiers états étaient comme des îlots perdus dans l'océan des sociétés de chasseurs cueilleurs.

Les états ne sont devenus hégémoniques sur la planète qu'à partir du XVIIème siècle : il y a encore un millénaire la majeure partie de la population s'organisait en dehors de structures étatiques ! La transformation de sociétés de chasseurs cueilleurs dans l'immense majorité des cas nomades en sociétés sédentaires étatisés ne s'est pas fait sans difficultés.

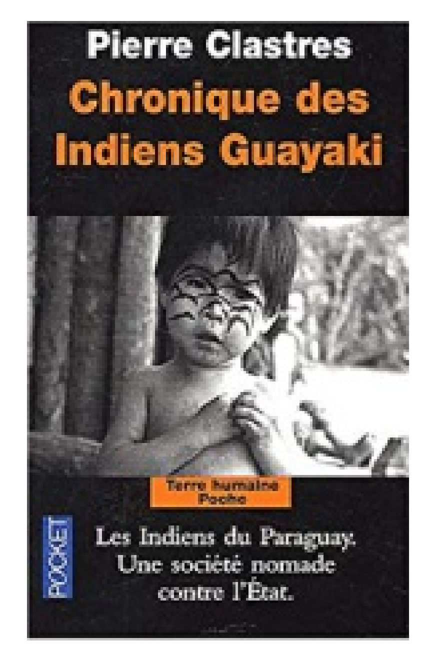
Qui dit état dit impôt et qui dit impôt ou tribut, dit des personnels pour le prélever, le compter, les garder puis une classe qui va l'utiliser à son profit. Et les premiers états vont s'organiser en conséquence. Tous les états se sont construits, nous dit Scott, en privilégiant la culture des céréales car les céréales ont des caractéristiques (stockage facile, divisibilité aisée, récolte etc) qui facilitent le travail des fonctionnaires. Il n'existe pas d'état de la courge ou de la lentille constate l'auteur mais ce qui est bon pour l'état ne l'est pas pour les populations. Une alimentation moins diversifiée a des conséquences au niveau sanitaire. Surtout, la prolifération de commensaux (rats, souris, insectes…) liée au stockage des grains ainsi d'ailleurs qu'à la sédentarité et à l'accumulation de déchets (bactéries, microbes etc) entraîne l'apparition de nouvelles maladies (choléra, grippes etc) d'épidémies qui ravagent ces communautés.

Ces premiers états n'ont eu pour la plupart qu'une existence éphémère victimes d'épidémies, de conflits guerriers ou de catastrophes écologiques provoquant des famines (épuisement des sols, invasion de parasites etc). Les populations épargnées retournent alors au nomadisme. Ce retour à la vie libre constitue l'espoir de toutes les populations dominées, obligées de payer l'impôt et de fournir des soldats pour le service des classes dominantes. Toujours les populations dominées vont chercher à s'échapper et les grandes murailles qui caractérisent les premiers états servaient autant à la défense qu'à empêcher la fuite des populations.

Le problème démographique est donc crucial pour la survie des états. La puissance d'un état se mesure d'abord à la taille de sa population : plus d'individus, c'est plus de contribuables, de serviteurs, de soldats, et tous les moyens (dont la religion) seront bons pour l'accroître. L'esclavage existait avant l'apparition des états mais tous les états vont le systématiser et le commerce entre états fournisseur de biens et tribus nomades vendeurs d'esclaves va durer jusqu'au XIXème siècle.

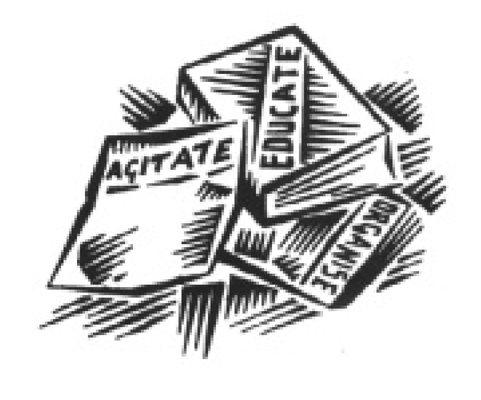
L'invention de l'état n'a donc pas été le chemin de roses que nous décrivent ses thuriféraires.
Se libérer de l'emprise de l'état, sortir du statut de dominé a été pendant des millénaires l'idée fixe de tous les humains qui aspiraient à une vie libre. Une fois libres, ils constituaient des communautés dans des territoires difficiles d'accès. Certains de ces territoires, parfois gigantesques existent encore et c'est la vie dans l'un d'entre eux que James C. Scott nous décrit dans le livre « Zomia ».

L'histoire de l'humanité est donc faite d'allers retours incessants, d'avancées et de



reculs, ce sont les hommes qui font l'histoire et qui sont en définitive maîtres de leur destin, pour le meilleur ou pour le pire.

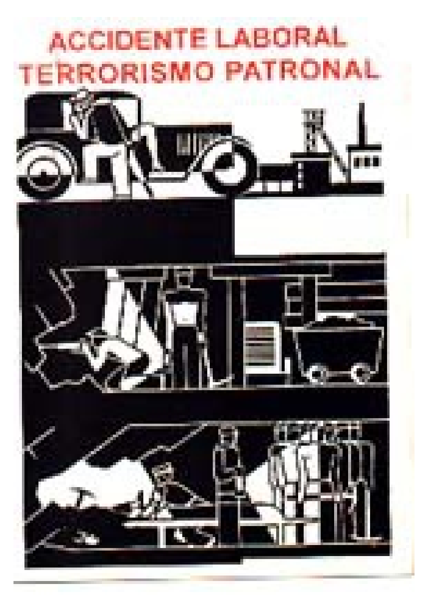
Pour en savoir plus :
- *Pierre Clastres La société contre l'état. Les Éditions de Minuit*
- *Marshall Sahlins Age de pierre, âge d'abondance l'économie des sociétés primitives. Folio*
- *James C. Scott Homo domesticus : une histoire profonde des premiers états. La Découverte*
Zomia ou l'art de ne pas être gouverné. Seuil



LA MORT DES AUTRES, MODE D' EMPLOI

« C'est en cherchant dans la presse quotidienne régionale qu'on les trouve. Un court article souvent, relatant l'accident mortel. Sous la mention « faits divers » Le Monde du 15/07/2019

En février 1968, à l'occasion de la commémoration du cinquantenaire de l'armistice, Jean Guehenno termine son essai intitulé « La mort des autres » dans lequel il fustige le discours édifiant autour des millions de victimes de la boucherie de 14/18: cette logorrhée hypocrite destinée à ce que rien ne change et à ce que tout puisse recommencer. En passant, il nous livre de la guerre une excellente définition que nous pourrions sans difficulté élargir à la guerre sociale « Je connais maintenant la définition de la guerre : la guerre, c'est la mort des autres. On ne la laisse durer que parce que ce sont les autres qui la font et qui en meurent. »



L'Histoire c'est donc aussi, au sens premier du terme, la culture de la mort des autres et la façon dont elle s'en souvient, ou non, est un marqueur idéologique. C'est ainsi qu'on y trouve des morts glorifiées pour obliger les foules au respect et à l'obéissance, des morts héroïques qui justifient tous les drapeaux, des morts martyres qui aident à croire à l'incroyable, toutes sortes de morts bruyantes et souvent célébrées par la volonté de tous ceux qui du haut de leurs privilèges prennent surtout garde de bien en vivre.

La techno-société de l'information là non plus n'a rien inventé sur ce point, elle contribue au jour le jour à la construction de l'histoire pour lui donner l'orientation idéologique qui lui convient : dis moi de quels morts tu parles et je te dirai qui tu es. Comme Guehenno, nous pouvons citer Charles Peguy dénonçant avec plus d'un siècle d'avance une histoire à la mesure de celle que nous raconte BFM avec son aréopage de spécialistes et d'experts en tous genres, nous assénant une actualité aussi partiale que partielle : « qui se forme au jour le jour, une certaine histoire éternelle et commune (...) Car elle est la sentence médiocre et il n'y a rien d'aussi sûr et d'aussi profond dans le monde , que l'instinct avec lequel les médiocres reconnaissent les médiocres; soit les autres médiocres , soit l'événement médiocre »

Lire ces phrases, c'est comprendre notre saisissement face à l'actualité qui un jour nous invente une Greta rien moins qu'une « égérie de la jeunesse mondiale » et un autre va exalter un décès dramatique comme celui du maire de Signes écrasé par un camion dans l'exercice de ses fonctions tout en oubliant systématiquement les nombreux morts au travail, eux aussi dans l'exercice de leurs fonctions, durant la même période. La médiocratie numérisée n'a rien inventé, elle possède son mode d'emploi de la mort des autres semblable à celui la haute bourgeoisie embusquée de l'entre- deux guerres. Écoutons au lendemain du drame de Signes ce que raconte à ce sujet - avant même la conclusion de la pré-enquête qui allait conclure à la piste accidentelle - au micro d'Europe 1, Ferdinand Bernhard, maire de la commune voisine de Sanary-sur-Mer. Selon lui, "la manœuvre était tellement intempestive qu'elle ne relève pas de la maladresse". Et de s'interroger: "aujourd'hui, est-ce qu'un élu va pouvoir agir avec ses pouvoirs de police sans risquer sa vie ?". Piétinant la présomption d'innocence, l'élu sautait sur l'occasion pour faire du corporatisme sensationnel, comme si la fonction de maire comptait plus de décès au travail que le BTP, comme si régulièrement des élus étaient assassinés par des ouvriers (ouvriers qui soit dit en passant ont construit les murs des administrations qui abritent leurs éminentes personnes).

Pour la même raison qu'il existe des morts célébrées, il existe de morts anonymes : en France, il y a eu 172 ouvriers décédés au travail recensés pour le seul premier semestre 2019. Il s'agit là d'une estimation minimale car ce chiffre ne concerne que les seuls salariés du privé et ne tient pas compte par exemple des fameux « micro entrepreneurs ». Ces morts n'ont pas bénéficié du même traitement que celui du maire varois. Pourquoi donc si n'est pour des raisons idéologiques ? Le 29 Août 2019 dans les pages locales de Vosges Matin, d'ailleurs on trouve le récit du décès d'un intérimaire dans des conditions analogues à celles du maire de Signes.

« Un intérimaire de 60 ans, qui travaillait pour le compte de l'entreprise Rémy Houillon TP, a perdu la vie tôt ce mercredi matin. L'homme s'est retrouvé écrasé entre deux camions alors qu'il prenait son poste. « .

La mort des autres, quand le capitalisme ne trouve pas à s'arranger avec elles, c'est aussi cela , la mort en silence d'éternels inconnus .

La répression est un outil de l'état, qu'il soit démocratique ou pas

Il y a quelques mois, un sénateur macroniste du nom de Claude Malhuret faisait le malin à l'assemblée nationale, en se moquant ouvertement des gilets jaunes à coup de « bon mots » qui a fait bien rire l'assistance LREM, notamment le premier sinistre Édouard Philippe. Ils faisaient mine d'avoir oublier que courant décembre 2018, le gouvernement Macron ne faisait vraiment pas les malins face à cette colère populaire. Ils se sont également permis de railler les revendications des GJ en les qualifiant de « trous noirs ». Non seulement ces gens là n'ont rien compris à ce qu'est ce mouvement (et probablement qu'ils n'y comprendront jamais rien !) mais on pourra apprécier en plus leur cynisme et leur mépris.

Ils ont beau considérer ce mouvement avec condescendance, il dure tout de même depuis bientôt un an. À ce jour nos rigolos du gouvernement ont foutu environ 440 personnes en prison ! Pas mal pour un mouvement si « peu sérieux » ; ils en ont donc visiblement toujours la trouille !

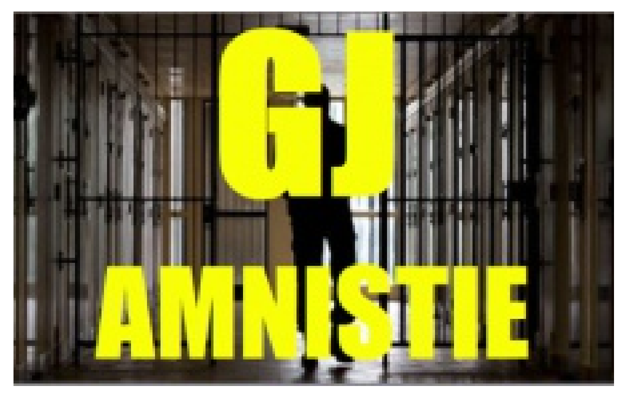
Comprenons-nous bien : quand un état même « démocratique » se sent menacé, il utilise toujours la répression et l'arbitraire afin de préserver leur statut social, leur fric et leurs intérêts financiers plus ou moins honnêtes qui vont rarement (ndr : jamais?) dans le sens de l'intérêt général. La bourgeoisie (et nous parlons bien de ce qu'ils sont dans la vraie vie) quand elle a peur n'a plus rien de « démocratique ». Le parquet a ainsi mené une politique répressive, en proposant des peines lourdes, en parfaite harmonie avec volonté du gouvernement macron de casser ce mouvement à tout prix. Nous assistons donc à une répression judiciaire inédite que ne renieraient pas bon nombre de dictatures à travers le monde, au point que l'Iran ou la Russie se sont permis d'ironiser sur le sujet.

Depuis le début du mouvement des GJ, environ 11 000 personnes auraient été placées en garde à vue, dont 2200 ont été classées sans suite et 2400 ont conduit à des « décisions d'alternative aux poursuites ».
4700 affaires ont fait l'objet de renvoi devant les tribunaux. Un peu plus de 3000 condamnations ont été prononcées. Un tiers de ces condamnations ont donné lieu à des peines d'emprisonnement ferme allant de quelques mois à 3 ou 4 ans ! De nombreuses enquêtes sont toujours en cours et 150 informations judiciaires ont été ouvertes.

Tout le monde constate que jamais les forces de l'ordre n'ont autant utilisé de LBD 40 (lanceur de balles de défense), lancé autant de grenades lacrymogènes et de désencerclement. La répression anti-gilet jaunes est une occasion supplémentaire pour restreindre encore un peu plus les libertés publiques. Ceci n'est pas nouveau car depuis 20 ans nous subissons Vigipirate avec son lot de militaires patrouillant dans les gares et parfois dans la rue comme dans une dictature militaire.
Comme si cela ne suffisait pas, le gouvernement a légiféré en 2017 pour rendre permanent l'état d'urgence promulgué au lendemain des attaques de novembre 2015. Il a alors inscrit des mesures liberticides, jusqu'alors d'exception, dans le droit commun. Toutes ces lois sécuritaires ont été adoptées soi-disant pour lutter contre le terrorisme,

Témoignage de G.B Gilet jaune prisonnier

Il est à peu près 22h00 ce lundi 1 septembre 2019 qlors que je suis suivi prudemment par l'infirmerie de la maison d'arrêt d'Angoulême pour une suspicion d'appendicite, je suis sur mon lit plié en deux souffrant d'une extrême douleurs au ventre. Mes co détenu appuie sur l'alarme d'urgence de la cellule, pendant 45 minutes environs celle-ci sonne hélas aucune réponse. Un surveillant passe dans l'aile au environs de 22h55, mes Co détenus l'interpelle et lui part de la situation. Le surveillant en question demande c'est pour qui ? Brisé qu'il aille se faire enculé. 10 minutes plutard, l'interphone c'est mis en route, un autre surveillant bien plus compréhensif nous demande dans l'interphone ce qu'il ce passe dans la cellule, un de mes Co détenu lui répète la situation, le surveillant me dit " je vais appeler un gradé" est ce qu'il la fait ? En tout cas personne n'est intervenu.
À retenir un insulte totalement gratuite mais surtout non assistance à personne en danger.
Conclusion: visite ultra rapide chez le médecin de la maison d'arrêt le lundi 2 septembre 2019 qui après une palpation du ventre me dis "c'est un virus, au revoir"



par contre nous avons pu en constater l'efficacité quasi nulle. De plus, personne dans les gouvernements successifs n'en a fait un bilan sérieux mais ce qui est certain, c'est que tous ces dispositifs restreignent un peu plus les libertés publiques et facilitent grandement les interpellations arbitraires.

Si l'état agit de la sorte c'est qu'il a peur, et si il a si peur c'est peut être que les gilets jaunes touchent une corde sensible. Il est donc logique qu'il y ait autant de répression. Leur « démocratie », n'est plus alors qu'un conte pour les enfants, puisque dans les faits le pouvoir en place nie nos droits fondamentaux et les libertés essentielles. Il en fait la preuve chaque jours, en remettant en question tout ce qui a été acquis, comme le droit à la retraite après une vie de labeur, ou l'assurance chômage à laquelle beaucoup de gens ont recours un jour ou l'autre.



Présentation de La coordination régionale de défense collective

Depuis le début du mouvement des gilets jaunes, la répression n'a cessé de s'intensifier. Que ce soit dans la rue, au commissariat ou au tribunal, l'objectif de L'État est clair : briser les liens de solidarité et écraser toute contestation. La justice a toujours été un instrument au service des riches pour maintenir leurs privilèges. Elle nous montre qu'elle sert aussi a mater une révolte. Mais il n'y a pas de fatalité . Nous devons l'affronter collectivement et n'abandonner personne entre ses mâchoires .
C'est pourquoi nous refusons les stratégies individuelles de défense qui viseraient à se dissocier des autres pour sauver sa peau ou atténuer sa peine, notre meilleure chance de prendre moins cher sera toujours le rapport de force collectif.
suite aux rencontres de défense collective organisées a Toulouse les 6 et 7 juillet derniers nous proposons de créer une coordination régionale de défense collective pour faire face à la répression qui s'étend de la rue aux tribunaux, jusqu' à la prison.
Un coup contre un ou une d'entre nous est un coup contre tous ! Ne laissons aucun inculpé ou prisonnier isolé.

La coordination régionale de défense collective

coordregionaledcpoaudeheraultcevennes@riseup.net

SOLIDAIRES DES INCULPES DE NARBONNE, BESSAN ET LES AUTRES!

NOUS NE VOUS ABANDONNERONS PAS DANS LES SALES PATTES DES INSTITUTIONS JUDICIAIRES

Tant que l'un ou l'une d'entre nous sera inculpé(e), nous ne rentrerons pas chez nous!

Depuis que nous avons enfilé notre gilet jaune, nous avons participé à des tas d'actions. En prenant et en occupant des centaines de ronds-points et péages, notre mouvement s'est, dès les premières heures, affranchi du cadre de la légalité. Avec des dizaines de milliers de personnes , nous nous sommes levés contre la vie chère et contre la dégradation de nos conditions d'existence. Et, quelles que soient les formes données aux actions, nous avons eu raison de le faire et de nous battre. Tout comme nos camarades Gilets Jaunes de Narbonne et de Bessan ont eu le courage et la rage de le faire.



Au mois de décembre, au plus fort de la mobilisation des Gilets Jaunes partout en France, ces deux péages de Narbonne et Bessan ont été mis hors d'état de marche. Sur ces sites, des locaux de Vinci, des ASF ou un peloton de Gendarmerie ont aussi été incendiés. Pour nous, peu importe de savoir quelle est la main qui a allumé la mèche, ces actions sont celles d'un mouvement social collectif. Et que sont ces quelques dégâts matériels à côté des licenciements, de la précarité, des visites d'huissier ou encore de l'endettement qui détruisent des millions de vies?

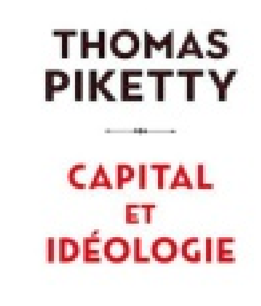
A Bessan comme à Narbonne, ce sont à chaque fois plus de 40 personnes qui ont été interpellées, perquisitionnées et rîfises-en gardé-à-vue dans le cadre d'instructions, avec dans les deux cas une quinzaine d'incarcérations préventives à la clé. Une répression judiciaire qui montre la peur de l'Etat face à l'ampleur et la force de la révolte. Pour la mater, les institutions judiciaires pensent isoler ceux qu'elles inculpent en faisant peur à tous les autres. Ne tombons pas dans le piège d'abandonner celles et ceux qu'elles ont attrapé dans ses filets.

Ces dégradations, tout comme celle de la préfecture du Puy en Velay, le saccage de l'Arc de Triomphe ou l'incendie du Fouquet's à Paris, mais aussi comme la multiplication des blocages, des occupations, des manifestations toutes plus ou moins émeutières, des attaques de banques ou de permanences de députés: tout ça, partout en France, est l'expression d'une colère collective qui a mis la classe dirigeante sous pression. Ces actions et formes de lutte nous ont à tous donné de la force et, avouons-le, aussi le sourire. Nous qui encaissons quotidiennement les coups des capitalistes nous avons enfin pu respirer en exprimant notre ras-le-bol.

Alors ne laissons pas les institutions judiciaires et le discours médiatique isoler du reste du mouvement les camarades accusés. S'ils touchent à l'un ou à l'une, ils touchent à nous tous! Les liens de solidarité tissés ont été une force du mouvement, ils ne doivent pas cesser d'exister aux portes des tribunaux et des prisons.

La coordination régionale de défense collective des Cévennes, Hérault, Aude et PO (coordregionaledcpoaudeherau!tcevennes@riseup.net)
Défense Collective Cévennes Garrigue (defcol91@riseup.net)
Défense Collective Hérault (defensecollective34@riseup.net Le Coll-Actif 11)(soutienincarcerell@gmail.com)
DefCol 66 le boulou (leboulouddefcol@riseup,net)
Assemblée des Gilets Jaunes d'Alès

A propos du dernier livre de Piketty



Dans le dernier livre de Piketty, "Capital et idéologie".
Il doit s'y trouver beaucoup de choses intéressantes je pense. C'est une somme de plus de 1 000 pages et ça tiendrait de l'exploit s'il avait écrit une telle somme uniquement avec des conneries.
Cependant, quand on l'entend expliquer ses propositions pour "dépasser" le capitalisme actuel, ben ça fait plouf.
Par exemple, la propriété privée.
Plutôt que de proposer sérieusement d'abolir la propriété privée au profit de la propriété d'usage, il propose une propriété sociale et temporaire dans laquelle les salarié-e-s (espèce en voir de disparition il faut le rappeler) seraient majoritaire au capital de l'entreprise qui les emploie et les actionnaires, minoritaires. ça sonne comme quelque chose de cool dit comme ça. Mais quand on y réfléchit un peu plus avant, sa proposition n'est rien d'autre qu'une forme d'ubérisation extrême et généralisée, les salarié-e-s devenant dans ce cas leurs propres exploiteurs. De quoi dissoudre très concrètement et complètement la lutte des classes. Et le fait que cette propriété sociale soit temporaire ne change rien à l'affaire.
Ensuite, concernant le système d'imposition.
Il propose l'impôt progressif. Jusque là, rien de bien nouveau. Là où ça sonne "radical", c'est dans les tranches qu'il propose. En effet, il propose de taxer les plus riches à hauteur de 90%. Là encore, ça sonne "radical" et même "Gilet Jaune" j'ai envie de dire. Et il propose également que tout cet argent récupéré serve à une redistribution du capital. En gros, à sa majorité, chacun toucherait 120 000 balles de capital.
Là encore, ce qu'il propose, c'est une démocratie capitaliste totale. Ce qu'il propose, c'est qu'on devienne toutes et tous capitalistes, même celles et ceux que ça n'intéresse pas, et au nom de la démocratie qui plus est.
Nous avions Bernard Friot et son salaire à vie qui déboucherait sur un capitalisme d'Etat.
Nous avons maintenant Piketty : l'ubérisation totale, absolue et extrême de toute la société, démocratiquement et par le bas. Tous capitalistes, tous détenteurs de la propriété des moyens de production et du capital, mais sans la disparition de la propriété privée au profit de la propriété d'usage.
L'anarchisme propose quelque chose de vraiment radical en comparaison.
En abolissant la propriété privée au profit de la propriété d'usage, toute personne travaillant dans un collectif productif est automatiquement propriétaire de l'ensemble des outils et moyens de productions utilisés dans ce collectif. Chaque personne a alors droit de s'exprimer sur quoi produire, comment, pourquoi et avec quels moyens et c'est ensemble, collectivement, que tout ça est décidé, dès lors qu'il existe indépendament de son origine, de son genre, de son âge et de sa participation ou non aux productions nécessaires au fonctionnement social puisque l'appartenance au collectif de production local et l'activité en son sein n'est pas un pré-requis pour avoir droit au chapître si cela est décidé par le collectif en assemblée.
Rien ici n'est lié de près ou de loin à une portion de capital détenu. C'est l'usage qui fait loi, pas la propriété privée du capital. C'est là que réside la subversion de l'anarchisme concernant l'entreprise capitaliste. Cette dernière disparaît de fait au moment de la mise en oeuvre des principes anarchistes au sein du collectif, et ce quelque soit le collectif.
Ce principe vaut également pour le logement, les transports, la fourniture ou non d'énergie, et dans quelle(s) condition(s), etc, la gestion municipale, la production de nourriture, etc.
Toute la société est transformée et le capitalisme est vraiment et radicalement dépassé puisqu'il disparait tout bonnement.
A. G.



ALGERIE : 2001 - 2019, INSURRECTIONS POUR LA LIBERTE ET LA DIGNITE

Depuis le 22 février 2019, Alger, comme des dizaines d'autres villes du pays, vit au rythme d'une contestation dont le point d'orgue sont les manifestations massives chaque vendredi. Ce mouvement d'une ampleur inédite frappe par ses aspetcs massifs, bons-enfants et moqueurs, mais surtout par son auto-organisation.

Mais ce mouvement ne vient pas de nulle part. Il est en partie l'écho des mouvements de lutte et de révolte de la période précédente, notamment du «Printemps noir » de 2001.

Il nous a semblé intéressant de republier des textes libertaires, analyses de fond ou articles d'illustration, de cette période et de les mettre en rapport « à chaud » avec la révolte actuelle qui secoure l'Algérie.

Georges Rivière, infatigable compagnon libertaire, qui a participé au mouvement des Arrch et participe au mouvement de actuel, a eu l'extrême sympathie d'écrire à chaud un texte d'introduction à cette compilation, pour essayer de faire ressortir ce que ces mouvements ont de différents ou de communs à 18 ans d'intervalle.

Au moment où nous éditons cette brochure, nul ne peut dire quelle direction prendra le mouvement en Algérie. Mais au moins il aura mis en évidence que le feu de la liberté et de la dignité couve toujours sous la braise.

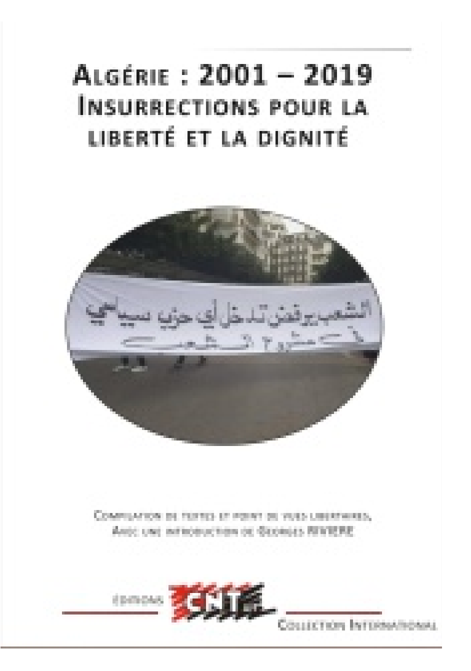
INTRODUCTION

18 ans séparent les textes que la CNT-AIT présente ici et qui expriment la perception engagée qu'ont eu, à l'époque, des théoriciens et/ou des acteurs libertaires de ces mouvements populaires algériens. Ce sont des textes écrits à travers un filtre d'analyse anti-autoritaire, c'est-à-dire percevant ce que la lutte d'émancipation porte comme autonomie, réappropriation du politique, autogestion.Ces deux mouvements — celui de de 2001, mouvement assembléiste (conclaves) dit des « 'arouchs », et celui en cours actuellement en mai 2019, « Hirak » (mouvement en arabe) – malgré leurs différences, ont de quoi en effet passionner les militants anti-autoritaires.

Ce sont des mouvements puissants qui se sont inscrits dans la durée, nous permettant de percevoir clairement les dynamiques et les contradictions qui les parcourent (le premier a duré presque 2 ans, le deuxième en sera à 12 semaines de marches le 10 mai 2019).

Ce sont des mouvements de démocratie directe, extra-parlementaires, affichant une farouche volonté d'horizontalité, et manifestant une défiance totale de la représentation politique. Ils viennent de la base, réfutent toute verticalité. Que ce soit en 2001 ou en 2019, les partis politiques et autres instances de représentation institutionnelle habituels y sont mis hors-jeu, ou alors sous très haute surveillance et à distance respectable. Les acteurs sont alors contraints de se réinventer les modes de lutte, de discussion, de décision, de représentation. Chacun à leur façon.La légitimité de la délégation de pouvoir est au coeur des discussions.

Il y a une intelligence extrêmement affutée des risques de bureaucratisation, de prise de pouvoir par les uns et les autres, la conscience intime que le pouvoir,l'organisation et la responsabilité sont des choses bien différentes. On se répartit les missions, on les valide, on les contrôle, sans que soit pour autant créée une hiérarchie. Si la citation d'Elisée Reclus, dans sa formulation un peu datée, selon laquelle « L'anarchie est la plus haute expression de l'ordre » a du sens c'est bien ici. Du moins dans le mode d'organisation.



Il n'y a pas, pour la majorité des gens, de modèle pré-établi, de recette toute faite.Le mouvement est une ré-invention, faite d'expérimentation, de succès, d'échecs. Ilest à ce titre très instructif.Enfin la revendication islamique en est absente.

Cependant il faut faire preuve de prudence lorsqu'on met en perspective des mouvements populaires. Ils ont, bien sur, en commun cette construction autogestionnaire – et à partir de la base – de la contestation mais aussi comportent des différences substantielles qui peuvent peser sur l'appréciation qu'on en a.

— Quantitativement.

• Le mouvement de 2001 est totalement localisé en Kabylie et ne parvient pas à s'étendre au reste du pays. Il est minoritaire. Le pouvoir algérien, radicalement remis en cause, maître dans l'art de la désinformation, unique dispensateur de l'information des médias lourds (radio et télévision) parvient à créer une vive suspicion : celle de l'éclatement du pays en identités multiples. Le mouvement est taxé de régionalisme, de séparatisme, voire de tribalisme. Le FFS (social-démocrate) se voyant contestée le traite même de fasciste (!). Tout est fait pour dresser les Algériens les uns contre les autres.

L'emblème amazigh (« berbère ») est interdit de séjour dans les régions non berbérophones.

• Celui de 2019 est généralisé, massif, se généralise, embrase tout le pays. Les slogans, les revendications se répandent comme une trainée de poudre, s'unifient, se complètent, les images se répandent, les détournements rivalisent d'humour et de professionnalisme. Le drapeau amazigh fleurit partout et coexiste pacifiquement à coté du drapeau national. La suspicion a disparue.

Et c'est là de toute évidence la conséquence des nouveaux moyens de communication, internet, Facebook, la photo numérique, les téléphones portables.Rien ne peut être ignoré. Les médias unifient au lieu de désunir. Les réseaux se constituent en dehors des canaux traditionnels. Mais c'est aussi dû à une nouvelle génération qui n'a pas connu la terreur islamiste et les horreurs de la décennie noire. Elle n'a pas peur. Elle n'a pas connu le règne des assassinats lorsque les militant.e.s ne se retrouvaient plus que dans les cimetières. C'est pourquoi elle est au devant de la génération plus politisée des années 80-90, mais qui a été blessée, usée, parfois désabusée, et qui s'est un peu repliée sur elle même.

— Qualitativement.

• Le mouvement de 2001 a des revendications sociales, culturelles, identitaires et aussi l'établissement d'un état de droit. Il est issu de la désignation de délégués parles villages et en reflète la composition sociologique. À ce titre les femmes en sont presque totalement absentes. Les présidences du mouvement - tournantes et révocables - dûment mandatées, sont exclusivement masculines.

• Celui de 2019 a d'emblée des revendications exclusivement politiques : elles évoluent et se radicalisent au fil des semaines en termes politiques, de l'arrêt du 5emandat de Bouteflika, à un « dégagisme » de tous les représentants du pouvoir d'État, jusqu'à la suppression du système lui-même. Il n'y a aucun délégué. Aucune représentation. Les discussions se nourrissent de semaine en semaine, sur les marches des théâtres, dans les jardins publics, dans des appartements devenus les lieux de « think thank ». Cette absence est sans doute une force (les délégués des'arouchs avaient fini par être compromis), elle peut aussi à moyen terme être un frein aux décisions.

Les femmes sont très présentes dans la rue et dans les espaces de discussion. Les féministes forment parfois des « carrés » (Alger, Oran) et poussent les revendications pour un code civil égalitaire (abrogation du code de la famille).La différence est enfin, évidemment, le niveau de violence entre les deux époques sans doute dû à l'importance des marcheurs (jusqu'à 25 millions de marcheurs dans toute l'Algérie !)…

Comme on le voit ces insurrections ont de quoi nourrir notre réflexion et notre solidarité, car elles sont indiscutablement porteuses d'une dimension libertaire.Pour autant on ne peut pas dire — pour l'instant — que le Hirak du 22 février soit révolutionnaire. Il est inter-classiste — c'est pourquoi j'utilise le mot de « populaire» —, et démocratique, en ce qu'il définit l'exigence d'un mode de gestion « juste »de la société capitaliste. Dehors les mafieux et les gangs (au sens strict du terme)qui ont fait main basse sur la société, fait un hold-up sur l'indépendance, et dérobé des centaines de milliards de dollars qu'ils ont mis dans les banques étrangère(d'ailleurs on ferait bien de veiller, ici, à faire rendre gorge aux receleurs, banquiers et autres, qui planquent l'argent volé). La population demande un véritable service de l'éducation, de la santé (avec des hôpitaux qui ne soient pas des mouroirs), de la propreté des villes (non plus des dépotoirs), de l'entretien du bâti (des maisons s'écroulent sur les gens, la Casbah tombe en ruine), la restitution des espaces volés(les plages du Club des Pins), la liberté associative, une « juste répartition des richesses », des lois égalitaires, l'arrêt de la corruption … et de véritables « dirigeants». L'armée est même appelée en appui, pour autant qu'on lui demande ensuite de rentrer dans les casernes. C'est pourquoi, tout en valorisant la grande qualité de ces mouvements, qui changeront durablement les mentalités pour l'avenir (ne serait-ce que la dignité retrouvée, la fierté d'être Algérien, le regard changé sur la jeunesse et les femmes, la réconciliation avec son histoire) je ne parle pas de mouvement révolutionnaire. Car ce n'est pas un mouvement anti-capitaliste. Il porte en germe d'autres conflits.

Les couches moyennes émergentes, les cadres formés, frustrés d'être exclus des centres de décisions — actuellement voués à l'incompétence — en descendant dans la rue à côté des prolétaires et de la jeunesse exclue, ne demandent pas forcement la même chose qu'eux et ne donnent pas aux mots de liberté et de justice le même contenu. Ils demandent — implicitement pour eux — l'accession au pouvoir par le jeu d'élections classiques non truquées. La Constituante demandée ouvrira le champ à des élections présidentielles classiques. Ce sera une révolution bourgeoise. La glorification de certains capitaines d'industrie « honnêtes » est à cet égard significative.

Dans une société économiquement fragilisée, sur laquelle le FMI pose son regard prédateur, lorsque des efforts seront demandés aux travailleurs et aux classes populaires, dans une vision capitaliste et marchande classique, avec la complicité objective des démocrates de gauche (« il faut savoir attendre », « il ne faut pas désespérer Billancourt ») on verra comment le passage de témoin entre la revendication démocratique et la revendication de classe se fera et si l'ardent esprit libertaire du Hirak aura marqué les esprits.

G. R,

Alger, le 8 mai 2019.

A propos de la Résistance : la bataille pour la mémoire est une bataille idéologique

Comme chaque été, la République Française - et notamment son représentant suprême, le Président - enchaîne les commémorations historiques pour nous rappeler à quel point nous avons de la chance de vivre dans un monde Libre, et que nous le devons avant tout à l'Etat et à ses institutions, à commencer par la Police et l'Armée qui accompagnent chacune de ces sorties officielles.

A chaque fois, ces commémorations officielles permettent au Pouvoir de tripatouiller un peu l'Histoire, pour se donner le bon rôle et essayer de nous intoxiquer toujours plus pour que nous acceptions notre situation. (1)

On avait déjà eu le droit à la lecture de la lettre de Guy MOCQUET par Sarkozy, celui qui avait nommé un Ministre de l'Identité nationale, terminologie que n'aura pas renié Pétain et l'ETat Français collaborateur vichyssois.

Mais cette année, avec le mouvement des gilets jaunes, cette intox prends une tournure particulière, avec des ficelles de plus en plus grosses.

Déjà au mois de Mai, alors qu'on ne comptait déjà plus nos blessés éborgnés et mutilés, ni nos milliers de raflés pendant les manifs, on avait eu le droit à la sortie de Castaner sur les flics "résistants", alors qu'il est historiquement établi qu'ils ont été massivement des collabos - passifs souvent mais collabos tout de même. La résistance fut surtout le fait de gens ordinaires qui justement désobéirent aux lois, à la police, et préférèrent la Justice sans s'inquiéter du "qu'en dira-t-on", comme le démontre bien l'exemple des enfants juifs de Moissac.(2)

Alors que la Mairie de Paris inaugurait en juin dernier une rue en hommage à Pierre SEEL, déporté homosexuel qui avait courageusement témoigné à la fin de sa vie pour briser le silence autour du projet exterminateur des nazis, personne parmi les officiels ne rappela que c'est grâce au fichage réalisé par la police républicaine avant la guerre que la Gestapo put aller arrêter Pierre SEEL et l'envoyer en camp de concentration. (3)

Puis pour les commémorations du débarquement du 6 juin 1944, ce fut l'allusion glissée furtivement par Macron sur "les camps espagnols" - sans mentionner que ces espagnols là étaient des exilés, des "migrants" dirait on aujourd'hui, qui avait été parqués dans des camps de concentration dans des conditions indignes de la devise républicaine pourtant fièrement affichée sur tous les frontons officiels. Il est vrai que célébrer des "migrants" - et aussi les gestes de solidarité d'une partie de la population française qui - elle - leur ouvrit les bras pour échapper à leur funeste sort - au moment où la République refoule, expulse des migrants par milliers aurait fait tâche dans le tableau de l'Histoire officielle (4).

La bataille pour la "Mémoire" est surtout une bataille idéologique. Le Pouvoir chercher à instrumentaliser l'Histoire à son profit, en espérant que nous goberons ses bobards et nous résignerons à accepter notre sort d'exploités.

Alors pour essayer - modestement et avec nos petits moyens - de renverser la vapeur, nous publions sur notre blog une série de textes pour donner à lire et à voir une autre face de la Résistance que la version officielle. Les Anarchistes et anarchosyndicalistes - même si il n'y en a pas un sur cent - n'ont pas été les derniers à participer à la lutte contre le fascisme et le nazisme. Ils étaient français, juifs apatrides, algériens, allemands, sénégalais, portugais, russes, italiens, bulgares, espagnols ... ils étaient surtout internationalistes, sans souci des "identités" et autres fadaises "postmodernes" actuelles qui nous divisent. (5)

« Ce n'est pas la patrie française qui est en danger, ni la liberté de la France qui est en jeu, c'est la Liberté, la culture et la paix mondiale. »
Francisco Ponzan Vidal, dit « François Vidal », militant de la CNT-AIT espagnole, résistant exécuté à Toulouse par les nazis le 17 août 1944, veille de la Libération de la ville

(1) "Mythologie de la Libération" http://blog.cnt-ait.info/post/2019/08/16/MYTHOLOGIE-DE-LA-LIBERATION

(2) "Les Enfants de Moissac : une leçon de désobéissance pour aujourd'hui !" http://blog.cnt-ait.info/post/2019/08/09/Les-Enfants-de-Moissac

(3) "Pierre SEEL, un homme debout" http://blog.cnt-ait.info/post/2019/07/26/Pierre-Seel

(4) "A PROPOS DES "CAMPS ESPAGNOLS", CAMPS DE CONCENTRATION FRANCAIS ET REPUBLICAINS" http://blog.cnt-ait.info/post/2019/06/07/CAMPS-ESPAGNOLS

(5) "Armand MAURASSE : coiffeur, danseur, sénégalais, militant néomalthuisien, résistant antifasciste ...anarchiste internationaliste" http://blog.cnt-ait.info/post/2019/08/16/Armand-MAURASSE

Armand MAURASSE : coiffeur, danseur, sénégalais, militant néomalthuisien, résistant antifasciste ...anarchiste internationaliste

Armand Maurasse était un militant anarchiste d'origine sénégalaise, qui travaillait dans les années 1930 au salon de coiffure d'Aristide Lapeyre à Bordeaux.

Lapeyre était un militant anarchiste de tous les combats : un des artisans de la constitution de CGTSR-AIT en 1926 il fut également partisan de longue date de la maîtrise de la procréation. Dans son salon qui était la vraie plaque tournante du mouvement anarchiste Bordelais avant guerre (cf infra), il pratiquait - avec l'aide d'Armand - des vasectomies clandestines.

Lapeyre est arrêté en 1935 lors de l'« affaire des stérilisés de Bordeaux », inculpé de « complicité de castration » (alors qu'il s'agit seulement de vasectomie… que la loi n'interdit pas) mais est finalement remis en liberté le 6 juillet, bénéficiant d'un non-lieu. La présence d'Armand au procès ne passa pas inaperçu, le journal local La Petite Gironde, le décrivant comme « un noir gigantesque »,



A la déclaration de guerre en 1939 il est mobilisé et envoyé sur le front en Syrie. Démobilisé, de retour en France, il ne peut pas retourner à Bordeaux alors occupée par les Nazis et qui appliquaient la ségrégation raciale. Il gagne alors Marseille où il vécut chez Jean René Saulière alias André Arru. Avec d'autres compagnons français, russes, juifs, italiens, espagnols, ils forment le groupe libertaire international clandestin, se réunissant au quartier de Saint-Loup. Ils tiraient des tracts et des autocollants («on disait « papillons » à l'époque) dès 1940 « avec Armand on commença à confectionner des papillons et des tracts tirés à la gélatine. On allait les glisser la nuit dans les boites aux lettres et les coller sur les poteaux de tramway ».

Comme couverture, ils utilisaient l'atelier de réparation de vélo créé par Arru. qui leur permettait de subvenir à leur besoin en toute indépendance, mais aussi d'héberger discrètement des réunions pour préparer tracts, affiches, papillons, etc. sans attirer l'attention. L'atelier servait également « d'officine de confection de faux papiers qui permettait une aide sérieuse à des camarades et non-camarades en difficulté avec les autorités françaises et occupantes. ». C'est grâce à Armand – qui faisait tourner l'atelier quand Arru partait en « tournée » pour renouer les liens entre les anarchistes du Sud et Sud Ouest de la France – que le réseau initié par Arru pû se mettre en place progressivement.

Après l'arrestation d'Arru en août 1943 à laquelle il échappa ayant été prévenu par des voisins, il participa notemment avec François Deluret et le militant espagnol Escolas à un projet d'évasion qui ne put être mené à bien.

Après guerre il fonda une école de danse, le Studio Colisée, boulevard Dugommier.

A propos du salon de coiffure d'Aristide Lapeyre où Armand Maurasse travaillait dans les années 1930 , témmoignage d'André ARRU :

« Le « Salon » était la plaque tournante où se rencontraient des anarchistes de Bordeaux, du sud-ouest et d'ailleurs, lorsqu'ils avaient à prendre contact ou quelque chose à se communiquer, accessoirement ils s'y faisaient couper les cheveux car il s'agissait d'un salon de coiffure. Entre les deux guerres on y trouvait Aristide et Armand Maurasse, « un noir gigantesque » comme le décrivait La Petite Gironde lors de l'affaire de stérilisation.

La boutique était petite, la devanture simple, vitrée. Passée la porte, à droite, des chaises la plupart du temps occupées par des clients, compagnons et/ou amis qui attendaient, les uns pour passer sur l'un des fauteuils, les autres pour disparaître avec Aristide dans l'arrière boutique.

Face aux chaises d'attente les deux fauteuils, devant eux les meubles supportant les lavabos, étagères, placards et tout le nécessaire à l'art de la coiffure masculine. A l'extrémité de ce meuble, près de la vitrine, un petit monticule d'imprimés s'y trouvait et se renouvelait régulièrement : Le Libertaire, l'En-Dehors, La Patrie humaine, des tracts, des brochures, etc. Les visiteurs y puisaient à leur gré en posant quelque part le montant de l'acquis. Au fond du salon il y avait une arrière boutique, toute petite d'autant qu'elle était encombrée de journaux, livres, brochures, tracts, affiches qui s'empilaient le

long des murs. C'était un lieu de conciliabules, c'est là sans doute qu'une partie de l'affaire de stérilisation s'organisa.
Le Salon ! Un lieu de communication chaleureux et discret où anars, sympas, connaissances ayant besoin de services personnels courants ou un peu en marge, y défilaient. La police aussi de temps en temps y surgissait. Ayant cru y trouver des bandits et y rencontrant des gens cultivés et amènes, elle en devint presque courtoise dans ses apparitions. Ce « Salon » aurait du être conservé par les anars bordelais et transformé en Musée, car ses murs suintaient plusieurs décennies de l'histoire de l'anarchie et des anarchistes.
C'est lors d'une visite au salon que je m'abonnai à La Révolte et c'est à cause de cet abonnement que je fus un jour convoqué par le commissariat de police de mon quartier. On voulait vérifier si je n'avais pas été opéré et « accessoirement » si « on » ne m'avait pas fait de propagande anti-conceptionnelle. Le flic qui m'interrogea voulut constater de visu que je n'avais pas été « châtré » – mais ne prit pas tout de même les choses en mains – et devant mon ignorance sur cette affaire, il me fit cette réflexion désabusée : « Naturellement VOUS NON PLUS ne savez rien » . Nous étions, en effet, des centaines comme ça à « ne rien savoir », mais moi c'était vrai. Je ne faisais pas encore partie du groupe et ne le fréquentais que par à-coups, j'étais passé à côté de l'information. Je le regrettais beaucoup.
Il y avait un autre aspect libertaire actif à Bordeaux, c'était l'anarcho-syndicalisme lié à la CGTSR-AITdont les membres se réunissaient à l'ancienne Bourse du Travail, rue de Lalande.Cette activité syndicale qui eut ses succès propres par des meetings et des manifestations qui rameutaient du monde, était en osmose avec le groupe anarchiste et nous militions pratiquement ensemble pour les choses importantes. Il en fut ainsi pour l'affaire des stérilisations. Il en fut de même lorsqu'il s'est agi d'apporter de l'aide à nos camarades d'Espagne de la CNT-FAI qui se battaient pour endiguer le fascisme franquiste."



Un militant de la CNT AIT

PARIS : Inauguration du jardin Federica montseny et exorcisme républicain

Ce 24 août 2019, Madame la Maire de Paris, membre du Parti Socialiste (celui de la non-intervention en 36 et on en passe depuis ...), Madame la Ministre de la Justice (qui s'était fait représentée par une exécutrice de ses basses oeuvres), Monsieur l'Ambassadeur du Royaume d'Espagne (né de la la rébellion militaire dirigée par le Caudillo Franco), la famille (on ne saurait les blâmer), sans oublier l'innefable Aimable Marseillan (qui était en retard) ont inauguré le Parc Federica Montseny à Paris.
Sur la plaque on lit "écrivain libertaire". Anarchiste ça leur aurait arraché la gueule ...

Federica goutait assez peu les honneurs, surtout officiels et républicains... Le plus bel hommage qui lui a été rendu ce jour là est certainement la dizaine de fourgons de flics et le détachement d'éborgneurs qui protégeait le vitrine de la banque d'â côté. Des fois que le fantôme de Federica vienne se joindre à la cérémonie. Il faut croire que même morts et enterrées sous les honneurs, les anarchistes font encore peur au pouvoir, qui se sent obligé d'organiser des rituels d'exorcisme pour intégrer ces démons au panthéon républicain et démocratique.

Heureusement, il y eut quelques voix pour crier bien haut à tout ce petit monde :

Ni monarchie, ni république, vive l'Anarchie !

LE POUVOIR DU PEUPLE

L'Indonésie est l'un des géant émergents de la planète, avec 264 millions d'habitants. Après une phase de dictature féroce des années 60 jusqu'aux années 2000 (pour endiguer la "menace communiste"), "le plus grand pays musulman du monde" vit désormais au rythme des élections présidentielles d'une démocratie d'apparence libérale. Mais ici aussi, la crise frappe une économie qui était dirigée vers l'exportation alors que les pays acheteurs réduisent leurs commandes. Alors pour maintenir les bénéfices des entreprises locales ou multinationales, ainsi que le niveau de corruption élevé de l'administration, il faut intensifier la production, au détriment des travailleurs et de l'environnement, qui sont les uns et les autres surexploités.



Il y avait cet été une élection présidentielle, qui voyait "s'affronter" comme aux théatre les deux faces de la même pièce capitaliste : à gauche "le mouvement démocratique" et à droite les conservateurs (islamistes) du "pouvoir du peuple". Au final, c'est le "mouvement démocratique" qui l'a emporté, mais de peu, face aux islamistes. Pour se donner une image plus "virile", les "démocratiques" n'avaient pas hésité à monter de toute pièce une répression brutale et surtout visible contre les anarchistes lors des manifestations du premier mai . Notre internationale, l'AIT, et nos compagnons locaux du PPAS étaient désignés comme des "agents étrangers qui voulaient introduire en Indonésie une idéologie étrangère aux traditions". (cf autres articles dans ce journal.

Mais les conservateurs islamistes, avec leur slogan "le pouvoir du peuple" ont essayé d'attirer à eux la foule des déshérités et des exclus du système démocratique indonésien. Ce dessous un texte de Pustaka Catut ("la bibliothèque en colère"), groupe anarchiste autonome indonésien qui nous rappelle ce qu'est véritablement le pouvoir du peuple. Il est spontané et certainement pas politicien, il correspond à une demande de la majorité des exploités et n'est pas pour le profit d'une clique. Le "pouvoir du peuple" surtout né dans la lutte et le conflit, environnemental ou social, et pas dans les urnes. Dans cette description du "pouvoir du peupe" et de comment il advient, il nous a semblé retrouver en partie ce que nous avons vécu pendant le mouvement des Gilets Jaunes. En Indonésie ou en France, à Hong Kong ou à Alger ou au Soudan, il y a dans l'air du temps quelque chose d'universaliste, le pouvoir du peuple ...

Le pouvoir du peuple

" Le pouvoir du peuple "ne se résume pas à une mobilisation de masse pour participer à des manifestations nationales. Il ne s'agit pas d'une action parfaitement planifiée et dirigée. Il ne provient pas uniquement de groupes uniformes et faciles à identifier. Plus important encore, cela ne fait jamais partie d'un agenda [politique].



La bourgeoisie, les financiers, les propriétaires des moyens de production, les riches ... le "pouvoir du peuple" est à l'opposé de tout cela. Le "pouvoir du peuple" est le point d'ébullition. Il est généralement né de manière organique lors de la crise socio-politique. Diverses demandes, diverses tactiques, cependant, ces diverses demandes convergent vers une demande commune qui elle même est née sans processus de consensus préalable. Cette demande est spontanée et non planifiée car elle provient d'un changement de conscience de la pensée critique de la majorité de la population, de sorte qu'elle ne serve que les intérêts et les besoins de cette majorité de la population (comprendre : la classe opprimée).

La montée de la politique autoritaire en Indonésie, qui est recouverte de terme et de slogan de " mouvement démocratique" est très ironique. La force et la concentration de toute la communauté étaient polarisées et concentrées sur les intrigues des deux camps [pendant la campagne présidentielle], occultant l'urgence du mouvement populaire dûrement gagné. Ils {les politiciens] ne reconnaissent pas de logiques autres que les logiques binaires 01 ou 02. Ils ne s'intéressent pas à savoir si il y a des groupes indépendants non liés à eux et n'ayant aucun intérêt en dehors de la paire de candidats à la présidentielle. L'esprit n'est simplifié que dans la formule : si vous semblez être opposé au régime, alors c'est que vous êtes l'opposition. [mais vous êtes toujours dans le système].

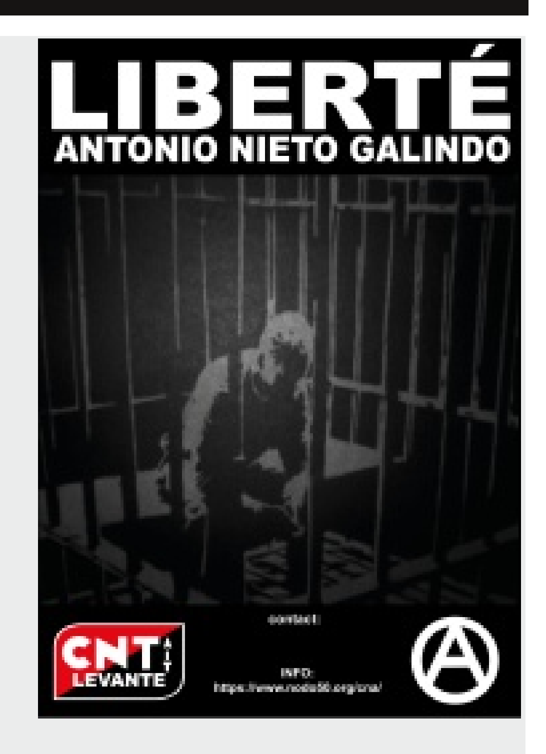
Il n'y a pas de "pouvoir du peuple" aujourd'hui. Mais le changement de conscience qui l'enflammera va croissant dans l'esprit des agriculteurs

et des pêcheurs déplacés, dans l'esprit des travailleurs qui luttent contre les licenciements et la répression des syndicats, les combattants de l'environnement qui surmontent la crise écologique, les femmes qui luttent contre la violence sexuelle, les étudiants et les travailleurs qui réalisent l'effondrement du système. C'est l'esprit d'une foule silencieuse lisant dans un étal de lecture au bord de la route, son esprit flottant haut et tricotant l'imagination du futur.
Nous soulignons que, hormis les émeutes et les conflits civils ordinaires [sociaux, environnementaux, etc ..], il n'existe pas de "pouvoir du peuple" aujourd'hui. Il n'est pas encore né. Nous le savons avec certitude parce que nous le portons encore dans nos coeurs. "

D'après un texte de PUSTAKA CATUT

Soutenons Antonio Galindo et empêchons son extradition vers la France!

Antoine Nieto Galindo est l'un des plus anciens prisonniers en Espagne. Il est enfermé dans les prisons Espagnoles depuis plus de 47 ans. Il a été condamné pour avoir volé des banques dans les années 70, pendant la transition post-franquiste. Il a aussi été un des initiateurs du mouvement autonome des prisonniers COPEL. Il devrait sortir de prison le 3 janvier 2020. A cette date il aura passé plus de 48 ans en cellule. Alors qu'il est atteint d'un cancer, la justice française réclame son extradition pour lui faire purger deux peines complémentaires pour des attaques de banques en France. (à noter qu'aucune des actions d' Antonio Galindo n'a fait couler de sang).
Cette demande est monstrueuse et inacceptable ; une fois de plus la constante répressive de l'appareil d'Etat sur l'être humain est à l'œuvre!



Extraits de la lettre d' Antonio de mars 2019 "Je m'appelle Antonio Nieto Galindo. A la demande des copains et copines de "Despertares Revolucionarios" de Mula, Murcia, je vais essayer de faire un récit à global sur ce que suppose être un prisonnier en Espagne…
Je suis entré en prison au début du mois de février de 1971, - prison de Barcelone- et remis en liberté le 22 de mai 1977, suite à l'amnistie – « grâce générale » appliquée en Espagne, aux milliers de prisonniers du COPEL (coordination des prisonniers en Lutte), " la grâce" obtenue suite à notre lutte, (automutilations, grèves de faim et rébellion sur les toits des prisons), De nouveau incarcéré le 9 février 1979, je sortirai le 3 janvier 2020. Le code pénal Espagnol prévoit que la peine maximale d'un condamné est de 40 ans pour délits de terrorisme, avec ou sans délit de sang, peu importe, le condamné achèvera les 40 ans. Je n'ai commis aucun délit de sang. Comme c'est mon cas en Espagne, il y a plus au moins, 300 prisonniers pour cause de délits mineurs, qui accomplissent une condamnation à perpétuité sous forme déguisée, beaucoup plus que dans beaucoup de pays de la Communauté Européenne.
Et l'Espagne se dit un Etat de droit démocratique, Sans blague! Je serai libéré le 3 janvier 2020 mais je resterai à la disposition de l "audience Nationale" qui au-delà de 10 jours pour tout recours, me livrera aux autorités Françaises, puisqu'elle a accepté la demande d'extradition afin d'accomplir une condamnation jugée par contumace; ce qui fait qu' à 66 ans, et atteint d'un cancer de la prostate, j'ai un billet assuré pour mourir dans une prison Française, si on n' annule pas cette demande et si « on me donne » à la police et à la justice Françaises." Antoine, 16/03/2019. »

Iran : solidarité avec les anarchistes et les athées emprisonnés et persécutés !

La République d'Iran célébrait cette année les 40 ans de sa « révolution ». Célébration passée plutôt inaperçue, du fait de la contestation sociale qui gronde dans le pays. La population est exténuée des privations et de la misère qui s'étend aujourd'hui même aux classes moyennes. Ceci est du certainement à la reprise de l'embargo US contre le régime, mais la corruption généralisée qui règne à tous les échelons de l'administration et du pouvoir est responsable du détournement des richesses pour une petite caste de privilégiés, notamment religieux. La jeunesse – 39% de la population à moins de 25 ans – est quant à elle fatiguée des entraves à sa liberté (obligation du voile, non-mixité des genres dans les espaces publics, censure des musiques, films, livres, ...) imposée par le strict régime islamique.

Le régime des Mollahs est conscient que l'accentuation de ces tensions internes et externes pourrait remettre en jeu son existence même. Aussi cherche-t-il à tout prix à obtenir une cohésion nationale, que tous les iraniens fassent corps autour du système et de son idéologie islamique radicale. Toutes celles et tous ceux qui menancent cette cohésion nationale et remettent en question l'idélogie dominante du système iranien sont vues comme des dangers dont le régime doit absolument se débarrasser. Ils servent également d'exemple pour le reste de population, pour qu'elle voit ce qui leur en couterait si jamais ils osaient contester ne serait-ce qu'un petit peu le système.

Ainsi depuis plusieurs mois les mesures d'intimidation et de répression s'abattent elles impitoyablement sur les athées, les humanistes et les anarchistes en Iran. Ainsi le premier mai dernier à l'occasion d'une manifestation non autorisée pour la défense des travailleurs, 50 jeunes activistes dont Neda NAJI, Marzieh AMIRI, Anisha ASADOLLAHI et Atefeh RANGRIZ, sont detneus arbitrairement. Dans la prison, , Neda NAJI et Atefeh RANGRIZ ont été battues le 6 juillet 2019 pour leur refus de porter de voile islamique (tchador / hijab). Les syndicalistes du Syndicat de la sucrerie Haft Tappeh Sugar Cane (notamment Esmail BAKHASHI) et de l'aciérie Ahvaz Steel ont également été emprisonnés suites aux grèves de fin 2018 et son passés en procès le 3 juillet dernier (dans l'indifférence générale de la gauche et l'extrême gauche occidentale soit dit en passant). Le juge leur a dit que les slogans « pain, liberté, autogestion » étaient des slogans communistes qui n'avaient pas lieu d'être en Iran. Les journalistes indépendant (tel Sepideh GHOLIAN) qui couvrent les manifestations des travailleurs ont également été emprionnés.



Enfin notre compagnon Soheil Arabi, un blogueur âgé de 34 ans, prisonnier politique anarcho-syndicaliste, est toujours en prison, ainsi que sa mère qui a été arrêté le 22 juillet et mise au secret pour essayer de l'intimider alors qu'elle protestait silencieusement dans la rue depuis plusieurs mois à la manière des Mères de la Place de mai en Argentine. Ce qui est nouveau c'est que le régime s'attaque désormais non seulement aux activistes mais aussi à leur famille et entourage, pour intimider et dissuader tout forme de solidarité.

Aujourd'hui ce sont plus de 200 femmes qui sont emprisonnées en Iran pour leur refus des discriminations de genre.

Nos compagnons des Anarchistes d'Iran et d'Afghanistan, qui regroupent des anarchistes exilés ou non, et dans ce dernier cas agissant dans la clandestinité, ont lancé un appel aux anarchistes du monde entier pour se soldiariser avec les anarchistes, les athées et les humanistes d'Iran. La CNT-Ait a entendu cet appel. Nous avons déjà organisé un rassemblement sympbolique le 17 aout, journée de solidarité internationale de solidarité avec Soheil ARABI. D'autres actions sont prévues pour le futur. Si vous souhaitez vous joindre à la campagne de solidarité avec les anarchistes d'Iran, merci de contacter le Syndicat de Montauban qui coordonne la campagne.